

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205047]

13 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, l'article 14, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} février 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2018;

Vu le rapport du 23 janvier 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 16 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 20^o est remplacé par ce qui suit:

" 20^o 1^{re} audit AMURE " : l'audit énergétique global ou l'audit énergétique simplifié définis à l'article 2, alinéa unique, 12^o et 12^o/1, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE). ";

b) le 21^o est abrogé.

Art. 2. Dans l'article 2/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, les mots « commande un diagnostic rapide » sont remplacés par les mots « a fait réaliser un audit AMURE »;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, les mots « préalablement sélectionnées et validées par le Comité de pilotage, à l'exception du compteur communicant, selon le diagnostic rapide " sont remplacés par les mots « recommandées par l'audit AMURE ";

3^o dans le paragraphe 1^{er}, les alinéas 2 et 3 sont abrogés;

4^o dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3^o, les mots « commande un diagnostic rapide » sont remplacés par les mots « a fait réaliser un audit AMURE »;

5^o dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o réalise un programme d'investissement en vue de produire de l'énergie à partir de sources renouvelables, conformément à l'article 41 du Règlement (UE) n^o 651/2014, pour de l'autoconsommation, conformément aux recommandations de l'audit AMURE, visé au 3^o. »;

6^o dans le paragraphe 2, les alinéas 2 à 4 sont remplacés par ce qui suit :

« A l'exception des investissements relatifs à l'éolien d'une puissance inférieure à 100 kWé et à la biométhanisation d'une puissance d'au moins 10 kWé, le programme d'investissement visé à l'alinéa 1^{er}, 4^o, ne porte pas sur les technologies éligibles aux certificats verts visés à l'article 2, 14^o, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Le montant global de la prime visée à l'alinéa 1^{er} est fixé à 55 % (cinquante-cinq pour cent) des investissements admis.

Le Ministre peut préciser les investissements admis, dans le but de produire de l'énergie à partir de sources renouvelables, visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o, après consultation d'experts. ";

7^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 5 est abrogé;

8^o dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« A l'exception du recours aux aides au financement qui est autorisé, les primes visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont octroyées si la petite ou moyenne entreprise renonce explicitement à tout autre mécanisme régional d'aide ou de soutien, direct ou indirect. »;

9^o dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « A l'exception de la demande de prime relative au compteur communicant, la » sont remplacés par le mot « La ».

Art. 3. L'article 2/2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 7, du même arrêté, le paragraphe 3, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le seuil minimum d'investissements éligibles est fixé à 25.000 euros pour les grandes entreprises et à 20.000 euros pour les petites et moyennes entreprises. ».

Art. 5. Dans l'article 10 du même arrêté, l'alinéa 7, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Pour les primes visées à l'article 2/1, la petite ou la moyenne entreprise introduit une demande de prime, visée à l'alinéa 1^{er}, auprès de l'administration, dans les 24 mois qui suivent le rapport d'audit AMURE, tel que visé à l'article 2/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, et § 2, alinéa 1^{er}, 3^o. ».

Art. 6. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 septembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205047]

13. SEPTEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, Artikel 14 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund der am 1. Februar 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. März 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 23. Januar 2018;

Aufgrund des am 16. Juli 2018 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung der fehlenden Abgabe dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 20 wird durch Folgendes ersetzt:

"20° "AMURE"-Audit: das globale Energieaudit oder das vereinfachte Energieaudit nach Artikel 2 einziger Absatz Ziffern 12 und 12/1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE");"

b) Ziffer 21 wird aufgehoben.

Art. 2 - Artikel 2/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 werden die Wörter "es lässt eine schnelle Diagnose durchführen" durch die Wörter "es hat ein "AMURE"-Audit durchführen lassen" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4 werden die Wörter "vorher durch den Pilotausschuss ausgewählt und validiert werden, mit Ausnahme des kommunizierenden Zählers, gemäß der in Ziffer 3 erwähnten schnellen Diagnose," durch die Wörter "vom "AMURE"-Audit empfohlen werden," ersetzt;

2° die Absätze 2 und 3 von Paragraph 1 werden aufgehoben;

4° in Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 3 werden die Wörter "es lässt eine schnelle Diagnose durchführen" durch die Wörter "es hat ein "AMURE"-Audit durchführen lassen" ersetzt;

5° Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"4° es führt ein Investitionsprogramm durch, um gemäß Artikel 41 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 Energie aus erneuerbaren Quellen für den Eigenverbrauch zu erzeugen, gemäß den Empfehlungen des in Ziffer 3 genannten "AMURE"-Audits.";

6° in Paragraf 2 sind die Absätze 2 bis 4 durch Folgendes zu ersetzen:

"Mit Ausnahme der Investitionen im Bereich der Windenergie mit einer Leistung unter 100 kWé und im Bereich der Biogaserzeugung mit einer Mindestleistung von 10 kWé betrifft das Investitionsprogramm nach Absatz 1, Ziffer 4 nicht die für grüne Zertifikate nach Artikel 2 Ziffer 14 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts zulässigen Technologien.

Der Gesamtbetrag der in Absatz 1 erwähnten Prämie wird auf 55 % (fünfundfünfzig Prozent) der zugelassenen Investitionen festgelegt.

Der Minister kann nach einer Beratung mit Sachverständigen die Investitionen nach Absatz 1 Ziffer 4 genauer bestimmen, die zwecks der Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen prämienerberechtigt sind.";

7° in Paragraf 2 wird Absatz 5 gestrichen;

8° Paragraf 3, Absatz 1 wird durch folgenden Satz ersetzt:

"Mit Ausnahme des Rückgriffs auf zugelassene Finanzierungsbeihilfen werden die in den Paragrafen 1 und 2 genannten Prämien gewährt, wenn das kleine oder mittlere Unternehmen ausdrücklich auf jeden anderen regionalen direkten oder indirekten Beihilfe- oder Unterstützungsmechanismus verzichtet.";

9° in Paragraf 3 Absatz 2 werden die Wörter "Mit Ausnahme des Prämienantrags bezüglich des kommunizierenden Zählers, reicht das kleine oder mittlere Unternehmen einen einzigen Antrag für die in den Paragraphen 1 oder 2 erwähnten Prämien ein" durch die Wörter "Das kleine oder mittlere Unternehmen reicht einen einzigen Antrag für die in den Paragraphen 1 oder 2 erwähnten Prämien ein" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 2/2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016, wird aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 7 Paragraf 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 3. Die minimale Schwelle der prämienerberechtigten Investitionen wird für die Großunternehmen auf 25.000 Euro und für die kleinen und mittleren Unternehmen auf 20.000 Euro festgelegt" ..

Art. 5 - Artikel 10 Absatz 7 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Für die Prämien nach Artikel 2/1 reicht das kleine oder mittlere Unternehmen binnen 24 Monaten nach dem "AMURE"-Auditbericht nach Artikel 2/1 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 und § 2 Absatz 1 Ziffer 3 einen Prämienantrag nach Absatz 1 bei der Verwaltung ein."

Art. 6 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. September 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205047]

13 SEPTEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, artikel 14, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 februari 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 2018;

Gelet op het rapport van 23 januari 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 16 juli 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 20° wordt vervangen als volgt:

"20° de "audit AMURE": de globale energie-audit of de vereenvoudigde energieaudit bedoeld in artikel 2, enig lid, 12° en 12°/1, van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler energiegebruik in de privé-sector (AMURE).";

b) 21° wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 2/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, 3°, worden de woorden "een snelle diagnose bestellen" vervangen door de woorden "een audit AMURE heeft laten uitvoeren";

2° in paragraaf 1, eerste lid, 4°, worden de woorden "voorafgaandelijk worden geselecteerd en gevalideerd door het begeleidingscomité, met uitzondering van de slimme meter, volgens de snelle diagnose" vervangen door de woorden "bij de audit AMURE worden aanbevolen";

3° in paragraaf 1, worden het tweede en het derde lid opgeheven;

4° in paragraaf 2, eerste lid, 3°, worden de woorden "een snelle diagnose bestellen" vervangen door de woorden "een audit AMURE heeft laten uitvoeren";

5° in paragraaf 2, eerste lid, wordt punt 4° vervangen als volgt :

"4° een investeringsprogramma uitvoert om energie uit hernieuwbare bronnen te produceren, overeenkomstig artikel 41 van Verordening (EU) nr. 651/2014, voor eigen verbruik, overeenkomstig de aanbevelingen van de audit AMURE, bedoeld in punt 3°.";

6° in paragraaf 2, worden het tweede en het vierde lid vervangen als volgt :

"Met uitzondering van investeringen met betrekking tot windenergie met een vermogen van minder dan 100 kWé en tot biomethanisering met een vermogen van minstens 10 kWé, heeft het investeringsprogramma bedoeld in het eerste lid, 4°, geen betrekking op technologieën die in aanmerking komen voor de groene certificaten bedoeld in artikel 2, 14°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Het globale bedrag van de premie bedoeld in het eerste lid wordt vastgesteld op 55 % (vijfenvijftig procent) van de toegelaten investeringen.

De minister kan, na overleg met deskundigen, de in aanmerking komende investeringen vastleggen met het oog op de productie van energie uit hernieuwbare bronnen, bedoeld in het eerste lid, 4°."; 7° in paragraaf 2, wordt het vijfde lid opgeheven;

8° in paragraaf 3, eerste lid, wordt punt 1° vervangen als volgt :

"Met uitzondering van het gebruik van toegestane financieringssteun, worden de in het eerste en in het tweede paragraaf bedoelde premies toegekend indien de kleine of middelgrote onderneming uitdrukkelijk afstand doet van enige andere gewestelijke steun of steunregeling, rechtstreeks of onrechtstreeks."

9° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "Met uitzondering van de premie-aanvraag betreffende de slimme meter, dient de kleine of middelgrote onderneming" vervangen door de woorden "De kleine of middelgrote onderneming dient".

Art. 3. Artikel 2/2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 7, van hetzelfde besluit, wordt paragraaf 3, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, vervangen door wat volgt:

"§ 3. De minimale drempel van de in aanmerking komende investeringen wordt vastgesteld op 25.000 euro voor grote ondernemingen en op 20.000 euro voor kleine en middelgrote ondernemingen."

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde besluit, wordt artikel 7, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, vervangen door wat volgt:

"Voor de premies bedoeld in artikel 2/1, dient de kleine of middelgrote onderneming een premie-aanvraag, bedoeld in het eerste lid, in bij de administratie binnen 24 maanden na het auditrapport AMURE, zoals bedoeld in artikel 2/1, § 1, eerste lid, 3°, en § 2, eerste lid, 3°."

Art. 6. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 september 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JÉHOLET